

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1993-1994**

19 JUILLET 1994

**Proposition de loi relative à la formation
et le recrutement des magistrats**

(Déposée par M. Erdman et consorts)

DEVELOPPEMENTS

La loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats a entraîné des changements nombreux et profonds.

Dès lors, une évaluation de la situation s'est imposée.

Une première constatation concerne le nombre croissant de places vacantes de magistrat du ministère public. Cette situation est due à différents facteurs :

Premièrement, il apparaît que les conditions relatives à l'ancienneté sont trop sévères pour celui qui a réussi l'examen d'aptitude professionnelle (9 ans, par exemple, pour une personne ayant une expérience du barreau). Aussi, celui qui a réussi cet examen et qui a un an d'ancienneté supplémentaire au barreau est-il plutôt enclin à postuler une place dans la magistrature assise.

Cette tendance constitue, d'ailleurs, le deuxième facteur : une carrière dans la magistrature assise semble plus attrayante qu'une carrière de magistrat du ministère public. Il en résulte que de nombreux magistrats du parquet passent rapidement à la magistrature assise.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1993-1994**

19 JULI 1994

**Voorstel van wet betreffende de
opleiding en werving van magistraten**

(Ingediend door de heer Erdman c.s.)

TOELICHTING

De wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorstellen van het Gerechtelijk Werboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van de magistraten bracht heel wat ingrijpende veranderingen met zich mee.

Een evaluatie van de situatie drong zich dan ook op.

Een eerste vaststelling betreft het groeiend aantal vacante plaatsen van magistraten bij het openbaar ministerie. Deze situatie is het resultaat van verschillende factoren :

Vooreerst blijkt dat, voor wie geslaagd is in het examen inzake beroepsbekwaamheid, de voorwaarden qua anciënniteit te hoog liggen (bijvoorbeeld 9 jaar voor iemand met balie-ervaring). Wie slaagt in dit examen, is derhalve veeleer geneigd om met 1 jaar meer anciënniteit aan de balie te postuleren bij de zittende magistratuur.

Daar ligt immers de tweede factor : een loopbaan op de zetel lijkt aantrekkelijker dan een loopbaan als magistraat van het openbaar ministerie. Dit heeft als gevolg dat heel wat parketmagistraten vroegtijdig overstappen naar de zittende magistratuur.

En outre, le stage judiciaire implique, dans sa nouvelle forme, que les stagiaires accomplissent au moins trois ans de stage et qu'ils passent beaucoup moins rapidement qu'auparavant dans la magistrature.

Ces constatations nous obligent à revoir la situation en ce qui concerne les conditions de nomination des membres du ministère public.

Les conditions relatives à l'ancienneté devront être assouplies. Pour les candidats qui ont réussi l'examen d'aptitude professionnelle, la condition d'une expérience de 9 ans au barreau, par exemple, paraît sévère quand on sait que l'intéressé se retrouve dans une structure hiérarchique et collégiale, ce qui n'est pas le cas dans la même mesure en ce qui concerne la magistrature assise.

Pour compenser le fait que l'on rend la fonction de magistrat du ministère public plus accessible en abaissant l'ancienneté pour celui qui a réussi l'examen d'aptitude professionnelle, l'on impose aux candidats-juges qui proviennent du parquet une condition supplémentaire de 5 ans d'ancienneté au parquet.

Le stage judiciaire est également revu et est scindé en fonction d'une carrière au sein du parquet.

Parallèlement au stage existant d'une durée de trois ans, l'on crée un nouveau stage plus court, d'une durée de 18 mois qui donne directement accès à la fonction de magistrat du ministère public.

Ce stage comprend 12 mois de formation pratique au parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail et/ou de l'auditeur militaire, dont un mois dans un service administratif d'un ou de plusieurs parquets.

Du douzième jusqu'au quinzième mois inclus, le stage est accompli au sein d'un établissement pénitentiaire de l'Etat, d'un service de police ou d'un service juridique d'une institution publique, économique ou sociale.

Durant les derniers mois (du quinzième au dix-huitième inclus), le stage est de nouveau accompli au parquet.

Pour éviter que les magistrats du ministère public puissent être nommés dans la magistrature assise immédiatement après l'accomplissement de ce stage judiciaire de 18 mois, l'on a imposé une condition supplémentaire, en ce sens qu'il faut 5 ans d'ancienneté au parquet pour pouvoir passer à la magistrature assise.

L'on a saisi cette occasion pour mieux définir quelques aspects pratiques concernant le stage judiciaire.

C'est ainsi qu'il est prévu que le stagiaire judiciaire reçoit copie du rapport de stage. En cas de rapport de

Bovendien heeft de gerechtelijke stage in zijn nieuwe vorm tot gevolg dat de stagiairs minstens drie jaar stage lopen en derhalve veel minder snel dan vroeger doorstromen naar de magistratuur.

Deze vaststellingen dwingen ons ertoe de situatie van de benoemingsvoorwaarden van leden van het openbaar ministerie te herzien.

De voorwaarden met betrekking tot de ancienniteit moeten versoepeld worden. Voor kandidaten die in het examen beroepsbekwaamheid slaagden, is een ervaring van bijvoorbeeld 9 jaar balie te veeleisend voor iemand die vervolgens terecht komt binnen een hiërarchisch-collegiale structuur, hetgeen niet in die mate het geval is voor de zittende magistratuur.

Ter compensatie van het toegankelijker maken van het ambt van magistraat van het openbaar ministerie door het verlagen van de ancienniteit voor wie slaagde in het examen inzake beroepsbekwaamheid, wordt aan de kandidaten-rechters die afkomstig zijn uit het parket, een bijkomende voorwaarde van 5 jaar parket-ancienniteit opgelegd.

Ook de gerechtelijke stage wordt herzien en in functie van een loopbaan binnen het parket uitgesplitst.

Naast de bestaande stage van 3 jaar, wordt een nieuwe, kortere stage gecreëerd van 18 maand die rechtstreeks toegang geeft tot het ambt van magistraat van het openbaar ministerie.

Deze stage omvat 12 maand ervaring op het parket van de procureur des Konings en/of de arbeidsauditeur en/of de krijgsauditeur waaronder een maand in een administratieve dienst van één of meer parketten.

De twaalfde tot en met de vijftiende maand wordt doorgemaakt in een strafinrichting van de Staat, een politiedienst of een juridische dienst van een openbare, economische of sociale instelling.

De laatste maanden (van de vijftiende tot en met de achttiende maand) worden dan weer doorgemaakt op het parket.

Om te vermijden dat magistraten van het openbaar ministerie benoemd na deze gerechtelijke stage van 18 maand onmiddellijk zouden kunnen benoemd worden bij de zittende magistratuur, wordt hen de bijkomende voorwaarde opgelegd om 5 jaar ancienniteit te hebben op het parket alvorens te kunnen doorstromen naar de zittende magistratuur.

Van de gelegenheid werd eveneens gebruik gemaakt om enkele praktische zaken in verband met de gerechtelijke stage beter te omschrijven.

Zo wordt voorzien dat de gerechtelijke stagiair een afschrift ontvangt van het stageverslag. Immers, inge-

stage négatif, le stagiaire est informé des griefs le concernant par le fait même qu'il est entendu à ce propos. Par conséquent, il paraît logique de communiquer un rapport positif au stagiaire.

L'on a, en outre, clairement défini la procédure à suivre pour transmettre la copie du rapport de stage au ministre de la Justice par la voie hiérarchique.

De plus, les maîtres de stage peuvent faire parvenir également, à présent, les rapports de stage au bout d'une période déterminée, et ce, avant la fin du stage. Ainsi, les dossiers relatifs aux stagiaires peuvent être clôturés plus rapidement et plus aisément.

Toutefois, la possibilité de rédiger, si nécessaire, un rapport de stage complémentaire est prévue pour la dernière période qui n'a pas pu être incluse dans le rapport de stage.

Deux autres articles du Code judiciaire sont également modifiés : d'une part l'article 287 qui précise que les candidats doivent, à peine de déchéance, adresser leur candidature au ministre de la Justice par lettre recommandée à la poste.

L'on a également spécifié, d'autre part, que lorsqu'un magistrat est délégué en application de l'article 327, alinéa 5, du Code judiciaire, il est réputé avoir rempli ses fonctions pendant sa délégation.

Les mesures transitoires de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991, modifiée par la loi du 6 août 1993, ont elles aussi été revues.

C'est ainsi que, conformément à l'arrêt de la Cour d'arbitrage 53/94 du 29 juin 1994, la disposition relative au juge suppléant a été rendue plus claire.

Grâce à un ajout, il ne peut plus y avoir de doute sur le fait que les juges suppléants sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, pour autant qu'ils aient été nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, en l'occurrence avant le 1^{er} octobre 1993.

De plus, l'on a précisé que cela vaut également pour les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur et auxquels démission honorable pour cause d'incompatibilité a été octroyée.

En ce qui concerne la démission honorable pour cause d'incompatibilité, la même règle est rendue applicable aux magistrats mêmes : ceux qui ont été nommés avant l'entrée en vigueur et auxquels démission honorable pour cause d'incompatibilité a été octroyée avant l'entrée en vigueur de la loi, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire et avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

Il ne serait, d'ailleurs, pas logique que des magistrats qui ont reçu la démission d'office pour faire

val d'un négatif stageverslag kriegt de stagiair kennis van de grieven doordat hij hierover gehoord wordt. Het lijkt dan ook redelijk een positief verslag aan de stagiair ter kennis te brengen.

Er wordt ook duidelijk omschreven welke de te volgen procedure is om het afschrift van het stageverslag over te maken via de hiërarchische overheden aan de minister van Justitie.

Bovendien wordt nu ook aan de stagemeesters toegelaten om de stageverslagen vanaf een bepaalde periode en dit voor het aflopen van de stage over te maken. Op die manier kunnen de dossiers van de stagiairs sneller en vlotter worden afgesloten.

Er wordt evenwel voorzien in de mogelijkheid van een aanvullend stageverslag voor de laatste periode die niet in het stageverslag kon worden opgenomen, mocht de situatie dit noodzakelijk maken.

Er worden nog twee andere artikelen van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd : enerzijds het artikel 287 waarbij wordt gespecificeerd dat de kandidaten hun kandidatuur op straffe van verval aangetekend dienen te versturen aan de minister van Justitie.

Anderzijds wordt ook gespecificeerd dat ingeval van een opdracht gegeven aan een magistraat met toepassing van artikel 327, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, deze wordt geacht gedurende die opdracht zijn functie te hebben vervuld.

De overgangsmaatregelen uit artikel 21 van de wet van 18 juli 1991, zoals gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, werden herzien.

Zo werd conform het arrest van het Arbitragehof 53/94 van 29 juni 1994, de bepaling met betrekking tot de plaatsvervangende rechters verduidelijkt.

Er wordt een zinsnede aan toegevoegd zodanig dat geen twijfel meer kan bestaan over het feit dat plaatsvervangende rechters geacht zijn geslaagd te zijn voor het examen beroepsbekwaamheid, voor zover zij benoemd zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, in casu 1 oktober 1993.

Bovendien wordt ook toegevoegd dat hetzelfde geldt voor de plaatsvervangende rechters indien zij werden benoemd voor de inwerkingtreding van de wet en om eervolle reden wegens onverenigbaarheid ontslag kregen.

Wat betreft het ontslag om eervolle reden wegens onverenigbaarheid wordt de lijn doorgetrokken wat de magistraten zelf betreft : zij die werden benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet en ontslag om eervolle reden kregen wegens onverenigbaarheid worden geacht de gerechtelijke stage te hebben volbracht en geslaagd te zijn voor het examen beroepsbekwaamheid.

Het is immers niet logisch dat magistraten die ambtshalve ontslag kregen om deel uit te maken van

partie du Conseil d'Etat ou de la Cour d'arbitrage doivent une nouvelle fois passer l'examen pour pouvoir exercer à nouveau leurs anciennes fonctions.

En ce qui concerne les stagiaires judiciaires nommés en application de la loi du 8 avril 1971, les mesures transitoires prévues à l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 sont étendues par le fait même qu'ils sont considérés comme ayant accompli le stage prévu à l'article 259*quater*, § 3.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 191

L'adaptation du texte résulte d'un réaménagement en profondeur de l'article 259*quater* concernant l'organisation du stage judiciaire.

Article 191bis

Le nouveau texte définit clairement les possibilités de nomination en tant que juge en ce qui concerne les membres du parquet qui ont été nommés soit par la voie du stage judiciaire court prévu à l'article 259*quater*, § 3, soit par la voie de l'examen d'aptitude professionnelle.

Pour pouvoir être nommé juge, il faut avoir une ancienneté de 5 ans au parquet dans les deux cas.

Article 194, § 2, 1^o

Pour les candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle, la période de neuf ans pendant laquelle ils doivent avoir suivi le barreau, exercé des fonctions judiciaires ou la profession de notaire, ou des fonctions académiques ou scientifiques en matière de droit, ou exercé des fonctions juridiques dans un service public ou privé, est réduite à cinq ans.

La pratique démontre, d'ailleurs, que la condition d'une expérience de 9 ans est trop sévère : les candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle sont estimés capables, après 5 ans d'ancienneté dans les fonctions précitées, d'exercer les fonctions de substitut du procureur du Roi, de substitut de l'auditeur du travail ou de substitut de l'auditeur militaire.

Article 194, § 2, 2^o

La période de 5 ans d'ancienneté dans la fonction de conseiller, d'auditeur, d'auditeur adjoint, de référendaire, de référendaire adjoint au Conseil d'Etat ou de référendaire à la Cour d'arbitrage est réduite à 4 ans.

de Raad van State of het Arbitragehof, opnieuw het examen zouden moeten afleggen om terug hun oude functie op te nemen.

Wat de gerechtelijke stagiairs benoemd met toepassing van de wet van 8 april 1971 betreft, worden de overgangsmaatregelen zoals die waren opgenomen in artikel 21 van de wet van 18 juli 1991, uitgebreid door hen allen te beschouwen als te hebben de stage vervuld bepaald in artikel 259*quater*, § 3.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 191

De aanpassing van de tekst is het gevolg van de ingrijpende herschikking van het artikel 259*quater* in verband met de organisatie van de gerechtelijke stage.

Artikel 191bis

De nieuwe tekst omlijnt duidelijk de mogelijkheden tot benoeming als rechter voor de leden van het parket die hetzij via de verkorte gerechtelijke stage met toepassing van artikel 259*quater*, § 3, hetzij via het examen inzake beroepsbekwaamheid, werden benoemd.

Voor beide categorieën is een ancienniteit van 5 jaar op het parket vereist, alvorens als rechter te kunnen worden benoemd.

Artikel 194, § 2, 1^o

De vereiste van negen jaar activiteit aan de balie, gerechtelijke ambt of notarisambt, academische of rechtswetenschappelijke functie, juridisch ambt in een openbare of private dienst, voor de kandidaten die in het examen inzake beroepsbekwaamheid zijn geslaagd, wordt vervangen door vijf jaar.

De praktijk leert immers dat de ervaring van 9 jaar te veeleisend is: geslaagde kandidaten in het examen inzake beroepsbekwaamheid worden na 5 jaar ancienniteit in bovenvermelde functies geacht bekwaam te zijn om het ambt van substituut-procureur des Konings, substituut-arbeidsauditeur of substituut-krijgsauditeur uit te oefenen.

Artikel 194, § 2, 2^o

De ancienniteit van 5 jaar binnen het ambt van Staatsraad, auditeur, adjunct-auditeur, referendaris, adjunct-referendaris, bij de Raad van State of een ambt van referendaris bij het Arbitragehof, wordt gebracht op 4 jaar.

La période durant laquelle l'une de ces fonctions a été exercée entre en ligne de compte pour le calcul des 5 ans d'ancienneté visés à l'article 1^{er} du même paragraphe.

Article 194, § 3

Pour le candidat qui est, en outre, porteur d'un diplôme de licencié en droit social, la période de sept ans est réduite à quatre ans.

Article 194, § 4

Pour le candidat qui est, en outre, porteur d'un diplôme attestant une formation spécialisée en droit fiscal, la période de sept ans est réduite à quatre ans.

Article 259bis, § 4, c)

La scission du stage judiciaire nécessite l'adaptation de la référence au stage judiciaire dans le présent article.

Article 259quater, § 1^{er}

Dans ce paragraphe, l'on a ajouté un alinéa relatif à l'établissement du nombre de fonctions de stagiaire déclarées vacantes. Cet alinéa était déjà mentionné dans l'article 259quater, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991, mais il avait été omis erronément lors de la modification dudit article par la loi du 6 août 1993.

Article 259quater, § 2

Ce paragraphe a été refondu en ce sens qu'il règle uniquement le stage judiciaire de 3 ans. L'un des articles suivants règle le stage judiciaire d'une durée de 18 mois, tandis qu'un autre article contient les dispositions communes aux deux types de stage.

Ce paragraphe reprend en fait le contenu de la réglementation actuelle. Seule la procédure est précisée. Le deuxième maître de stage est invité à faire parvenir sans retard, dès la fin du 33^e mois, le rapport de stage au comité d'avis. Si nécessaire, le maître de stage peut encore faire parvenir un rapport complémentaire concernant les derniers mois de stage.

Article 259quater, § 3

Cet article instaure le stage judiciaire de 18 mois qui est réputé devoir être accompli par le stagiaire qui postule pour le poste de substitut du procureur du Roi, de substitut de l'auditeur du travail ou de substitut de l'auditeur militaire.

De duur van dit ambt wordt in aanmerking genomen voor de duur van vijf jaar, vermeld in het eerste lid van dezelfde paragraaf.

Artikel 194, § 3

Voor het bijkomend diploma van licentiaat in het sociaal recht wordt de verminderde duur van zeven jaar op vier jaar gebracht.

Artikel 194, § 4

Voor het bijkomend diploma waaruit een gespecialiseerde opleiding in het fiscaal recht blijkt, wordt de verminderde duur van zeven jaar op vier jaar gebracht.

Artikel 259bis, § 4, c)

Door de splitsing van de gerechtelijke stage is het nodig de verwijzing naar de gerechtelijke stage in dit artikel aan te passen.

Artikel 259quater, § 1

In deze paragraaf wordt een lid toegevoegd met betrekking tot de vaststelling van de vacatures van stagiairs. Dit lid was reeds vermeld in het artikel 259quater, § 1, van de wet van 18 juli 1991 maar was bij de wijziging in dit artikel door de wet van 6 augustus 1993 verkeerdelijk weggelaten.

Artikel 259quater, § 2

Deze paragraaf werd herschreven in die zin dat hij enkel de regeling bevat in verband met de gerechtelijke stage van 3 jaar. Een volgend artikel bevat de gerechtelijke stage van 18 maanden, terwijl een ander artikel dan weer de gemeenschappelijke bepalingen aan beide stages bevat.

Deze paragraaf neemt in feite de inhoud van de huidige regeling over. Er is enkel verduidelijking voor wat betreft de procedure. Er wordt aan de tweede stagemeester gevraagd om reeds na de 33e maand onverwijdert het stageverslag te bezorgen aan het adviescomité. Indien de omstandigheden dit zouden vereisen, kan de stagemeester nog een aanvullend verslag bezorgen voor wat de laatste maanden betreft.

Artikel 259quater, § 3

Dit artikel voert de gerechtelijke stage in van 18 maand die wordt geacht te zijn vervuld voor de stagiair die het ambt van substituut-procureur des Konings, substituut-arbeidsauditeur of substituut-krijgsauditeur postuleert.

Ce stage diffère du stage prévu au § 2 en ce sens qu'il n'inclut pas de période de stage dans la magistrature assise, dont un mois à accomplir au greffe. En outre, le deuxième stade ne comprend pas de stage dans une étude de notaire ou d'huissier de justice.

Il est également logique que le stagiaire n'ait qu'un seul maître de stage. Les 3 derniers mois du stage doivent à nouveau être accomplis au parquet.

Ce paragraphe précise également la procédure relative à la transmission du rapport de stage.

Article 259*quater*, § 4

Ce paragraphe a été complètement refondu et contient les dispositions communes aux deux types de stage.

Les stagiaires reçoivent copie de leur rapport de stage. La procédure à suivre en cas d'avis défavorable a été conservée. La procédure de licenciement, ainsi que les procédures de suspension et de prolongation de stage ont également été maintenues.

La durée du stage est prolongée d'une ou deux périodes de six mois, lorsqu'il n'y a pas de place vacante.

Les stagiaires qui sont nommés magistrat après l'accomplissement de leur stage courent le risque de ne pas être rémunérés pendant un mois étant donné qu'ils ne peuvent prêter serment qu'après l'accomplissement de leur stage. Suivant la législation actuelle, leur rémunération n'est versée que le mois suivant. Afin de régler la question de cette période transitoire, le stage est prolongé d'office d'un mois.

Article 259*quater*, § 5

Ce paragraphe réaménage le contenu de l'ancien article 259*quater* et règle la prestation de serment, la qualité et la commission des stagiaires ainsi que les incompatibilités.

Article 259*quater*, § 6

Ce paragraphe refond l'ancien § 4 du même article. La référence explicite à un traitement fixe est remplacée par une référence au grade correspondant dans les ministères.

Article 287 du Code judiciaire

Cet article contient un ajout précisant que, à peine de déchéance, la candidature à une nomination doit être adressée au ministre de la Justice par lettre recommandée à la poste.

Deze stage verschilt van de stage vermeld in § 2 omdat deze niet voorziet in een stage bij de zittende magistratuur, waaronder een maand in de griffie. Bovendien voorziet het tweede stadium geen stage op het kantoor van een notaris of van een gerechtsdeurwaarder.

Het is ook logisch dat de stagiair slechts 1 stagemeester heeft. De laatste 3 maand van de stage wordt opnieuw doorlopen op het parket.

Ook in deze paragraaf wordt de procedure in verband met het overzenden van het stageverslag verduidelijkt.

Artikel 259*quater*, § 4

Deze paragraaf werd volledig herschreven en bevat de gemeenschappelijke bepalingen voor beide stages.

Stagiairs ontvangen een afschrift van hun stageverslag. De procedure ingeval van ongunstig advies werd behouden. Zo ook de procedure ingeval van ontslag, schorsing en verlenging.

De duur van de stage wordt verlengd met één of twee periodes van zes maanden ingeval er geen openstaande plaats is.

Stagiairs die na hun stage worden benoemd tot magistraat lopen het risico een maand zonder wedde te vallen daar zij hun eed pas na de beëindiging van de stage kunnen afleggen. Volgens de bestaande reglementering wordt hun wedde als magistraat pas uitbetaald de daarop volgende maand. Om deze tussenperiode op te vangen wordt in dat geval de stage met één maand verlengd.

Artikel 259*quater*, § 5

Deze paragraaf is een herschikking van de inhoud van het oud artikel 259*quater* en bevat de eedaflegging, de hoedanigheid en aanstellingen van de stagiair, alsook de onverenigbaarheden.

Artikel 259*quater*, § 6

In deze paragraaf wordt de oude § 4 van hetzelfde artikel herwerkt. De expliciete vermelding naar een vast weddebedrag wordt vervangen door een verwijzing naar de overeenkomstige graad binnen het ministerie.

Artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek

Er wordt aan dit artikel toegevoegd dat de kandidaat voor een benoeming op straffe van verval bij een ter post aangetekend schrijven aan de minister van Justitie moet worden gericht.

La législation actuelle ne prévoit pas de sanction.

Article 327, cinquième alinéa, du Code judiciaire

Il est précisé qu'un magistrat est réputé exercer ses fonctions lorsqu'il est délégué, par exemple au sein d'un cabinet.

Ainsi, la situation d'un magistrat délégué se trouve clairement définie.

Article 21, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 18 juillet 1991

Cet alinéa contient un ajout selon lequel les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la loi et auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire et avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

Article 21, § 1^{er}, deuxième alinéa

Cet alinéa précise que les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle. La même chose vaut pour les juges suppléants auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité. Il peut s'agir d'un avocat, juge suppléant, qui est obligé de démissionner pour incompatibilité en raison de son élection comme député ou sénateur.

Article 18 de la proposition de loi

Ce nouveau paragraphe contient une mesure transitoire qui prévoit que tous les stagiaires nommés en application de la loi du 8 avril 1971 sont réputés avoir accompli le stage judiciaire mentionné à l'article 259*quater*, § 3.

In de huidige wetgeving is in geen sanctie voorzien.

Artikel 327, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek

Er wordt verduidelijkt dat gedurende de periode dat een magistraat een opdracht vervult, bijvoorbeeld op een kabinet, hij wordt geacht zijn ambt uit te oefenen.

Op deze manier wordt de situatie van de magistraat, belast met een opdracht, duidelijk afgelijnd.

Artikel 21, § 1, eerste lid, van de wet van 18 juli 1991

Aan dit lid wordt toegevoegd dat ook de magistraten die benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet om eervolle reden ontslag hebben gekregen wegens onverenigbaarheid, geacht zijn zowel de gerechtelijke stage te hebben vervuld als in het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd.

Artikel 21, § 1, tweede lid

In dit lid wordt verduidelijkt dat de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet worden geacht in het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd. Hetzelfde geldt voor de plaatsvervangende rechters die om eervolle redenen ontslag kregen, wegens onverenigbaarheid. Dit kan het geval zijn voor een advocaat, plaatsvervangend rechter, die gekozen als senator of volksvertegenwoordiger, verplicht is zijn eervol ontslag te geven wegens onverenigbaarheid.

Artikel 18 van het wetsvoorstel

Deze nieuwe paragraaf bevat een overgangsmaatregel die erin bestaat dat alle stagiairs die benoemd waren met toepassing van de wet van 8 april 1971, worden geacht de gerechtelijke stage zoals vermeld in artikel 259*quater*, § 3, te hebben vervuld.

Frederik ERDMAN.

*
* *

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article premier**

Dans l'article 191, § 1^{er}, du Code judiciaire, la mention « § 2 » est insérée entre les mots « *quater* » et « *prévu* ».

Art. 2

Un article 191bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code judiciaire:

« Article 191bis. — § 1^{er}. Pour pouvoir être nommé juge conformément à l'article 191, le membre du Ministère public qui a effectué le stage prévu à l'article 259*quater*, § 3, doit avoir exercé la fonction de magistrat du ministère public pendant au moins 5 années.

§ 2. Pour pouvoir être nommé juge conformément à l'article 191, le membre du ministère public qui est nommé en application de l'article 194, § 2, doit avoir exercé la fonction de magistrat du ministère public pendant au moins 5 années. »

Art. 3

Dans l'article 194, § 2, 1^o, du même Code, le mot « neuf » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 4

Dans l'article 194, § 2, 2^o, du même Code, les mots « cinq » et « neuf » sont remplacés par les mots « quatre » et « cinq ».

Art. 5

Dans l'article 194, § 3, du même Code, le mot « sept » est remplacé par le mot « quatre ».

Art. 6

Dans l'article 194, § 4, *in fine*, du même Code, le mot « sept » est remplacé par le mot « quatre ».

Art. 7

L'article 259bis, § 4, c), du même Code est remplacé par le texte suivant:

« c) de donner au ministre de la Justice, à sa demande et au moins une fois par an, un avis concer-

VOORSTEL VAN WET**Artikel 1**

In het artikel 191, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, worden tussen de woorden « *quater* » en « voorgescreven » de woorden « § 2 » ingevoegd.

Art. 2

Een artikel 191bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

« Artikel 191bis. — § 1. Om tot rechter als bedoeld in artikel 191 te worden benoemd moet het lid van het openbaar ministerie dat de bij artikel 259*quater*, § 3, voorgeschreven stage heeft doorgemaakt, ten minste 5 jaar het ambt van magistraat van het openbaar ministerie hebben vervuld.

§ 2. Om tot rechter als bedoeld in artikel 191 te worden benoemd, moet het lid van het openbaar ministerie dat is benoemd met toepassing van artikel 194, § 2, ten minste 5 jaar het ambt van magistraat van het openbaar ministerie hebben vervuld.. »

Art. 3

In artikel 194, § 2, 1^o, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « negen » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 4

In artikel 194, § 2, 2^o, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « vijf » en « negen » respectievelijk vervangen door de woorden « vier » en « vijf ».

Art. 5

In artikel 194, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « zeven » vervangen door het woord « vier ».

Art. 6

In artikel 194, § 4, *in fine*, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « zeven » vervangen door het woord « vier ».

Art. 7

Het artikel 259bis, § 4, c), van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst:

« c) Een advies verstrekken aan de minister van Justitie, op zijn verzoek en ten minste eenmaal per

nant la formation théorique des stagiaires, en application de l'article 259*quater*, § 2, deuxième alinéa, et § 3, deuxième alinéa. »

Art. 8

Dans l'article 259*quater*, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa suivant est inséré entre les premier et deuxième alinéas:

« Le nombre des fonctions de stagiaire déclarées vacantes ne peut excéder les deux-tiers du nombre de magistrats qui auront atteint la limite d'âge au cours de la quatrième année suivant la publication prévue au premier alinéa. »

Art. 9

L'article 259*quater*, § 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Le stage a une durée de trois ans. Il comprend une formation théorique consistant en un cycle de cours organisé par le ministre de la Justice, après avis du collège de recrutement visé à l'article 259*bis*, et une formation pratique qui se déroule en plusieurs stades successifs:

- du 1^{er} au 15^e mois au sein d'un parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail et/ou de l'auditeur militaire, cette période comprenant également un mois au sein d'un service administratif d'un ou de plusieurs parquets;

- du 16^e au 21^e mois inclus au sein d'un établissement pénitentiaire de l'Etat, d'un service de police, d'une étude notariale ou d'une étude d'huissier de justice, ou au sein d'un service juridique d'une institution publique économique ou sociale;

- du 22^e au 36^e mois inclus au sein d'une ou plusieurs chambres du tribunal de première instance, du travail ou de commerce, voire au sein du conseil de guerre, cette période comprenant également un mois au sein d'un ou de plusieurs greffes.

Le stagiaire judiciaire est placé sous la direction du comité visé à l'article 259*ter* et de deux maîtres de stage chargés de sa formation. Au préalable, le comité désigne auprès de chaque parquet deux magistrats du ministère public qui rempliront les fonctions de premier maître de stage pour le premier et le deuxième stade. De même, le comité désigne auprès de chaque tribunal deux membres de la magistrature assise qui rempliront les fonctions de second maître de stage pour le troisième stade.

Après le 12^e mois et avant la fin du 21^e mois de la formation, le premier maître de stage fait parvenir sans tarder au comité d'avis un rapport circonstancié

jaar, betreffende de theoretische opleiding van de stagiairs, met toepassing van artikel 259*quater*, § 2, tweede lid en § 3, tweede lid. »

Art. 8

In artikel 259*quater*, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd:

« Het aantal vacatures van stagiair mag niet hoger zijn dan twee derde van het aantal magistraten die de leeftijdsgrafs zullen bereiken tijdens het vierde jaar dat volgt op de in het eerste lid bedoelde bekendmaking. »

Art. 9

Artikel 259*quater*, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 2. De stage heeft een duur van 3 jaar. Zij behelst een theoretische opleiding bestaande uit een cyclus van cursussen georganiseerd door de minister van Justitie, na een advies van het Wervingscollege bedoeld in artikel 259*bis*, en een praktische vorming die verloopt in verschillende opeenvolgende stadia:

- van de 1ste tot en met de 15de maand bij het parket van de procureur des Konings en/of van de arbeidsauditeur en/of van de kriegsauditeur; deze periode omvat eveneens een maand in een administratieve dienst van één of meer parketten;

- van de 16de tot en met de 21ste maand in een strafinrichting van de Staat, een politiedienst, een kantoor van een notaris of van een gerechtsdeurwaarder, of in een juridische dienst van een openbare, economische of sociale instelling;

- van de 22ste tot en met de 36ste maand in één of meer kamers van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of van een rechtbank van koophandel, dan wel bij de kriegsraad; deze periode omvat eveneens een maand in één of meer griffies.

De gerechtelijke stagiair staat onder de leiding van het comité bedoeld in artikel 259*teren* van twee stagemeesters die met zijn opleiding zijn belast. Vooraf wijst het comité bij ieder parket twee magistraten van het openbaar ministerie aan die de taak van eerste stagemeester voor het eerste en het tweede stadium zullen waarnemen. Op dezelfde wijze worden door het comité bij iedere rechtbank twee magistraten van de zittende magistratuur aangewezen die de taak van tweede stagemeester voor het derde stadium zullen vervullen.

Na de 12de en voor het einde van de 21ste maand van de opleiding moet de eerste stagemeester onverwijld bij het adviescomité een uitvoerig verslag

sur le premier et le deuxième stade de la formation. Une copie de ce rapport devra être transmise par le procureur général au ministre de la Justice.

Avant la fin du 33^e mois de la formation, le deuxième maître de stage fait parvenir sans tarder au comité d'avis un rapport circonstancié sur le troisième stade de la formation. Une copie de ce rapport est transmise par le premier président au procureur général qui la transmet à son tour au ministre de la Justice. Si nécessaire, le deuxième maître de stage fait parvenir un rapport complémentaire relatif aux trois derniers mois de stage. »

Art. 10

L'article 259*quater*, § 3, du même Code, est remplacé par la disposition suivante:

« § 3. Le stage donnant directement accès à la fonction de magistrat du ministère public a une durée de 18 mois.

Il comprend une formation théorique consistant en un cycle de cours organisé par le ministre de la Justice, après avis du collège de recrutement visé à l'article 259*bis*, et une formation pratique qui se déroule en plusieurs stades successifs:

- du 1^{er} au 12^e mois au sein d'un parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail et/ou de l'auditeur militaire, cette période comprenant également un mois au sein d'un service administratif d'un ou de plusieurs parquets;

- du 12^e au 15^e mois inclus au sein d'un établissement pénitentiaire de l'Etat, d'un service de police ou au sein d'un service juridique d'une institution publique économique ou sociale;

- du 16^e au 18^e mois inclus au sein d'un parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur militaire et/ou de l'auditeur militaire.

Le stagiaire judiciaire est placé sous la direction du comité visé à l'article 259*ter* et d'un maître de stage chargé de sa formation. Au préalable, le comité désigne auprès de chaque parquet deux magistrats du ministère public qui rempliront les fonctions de maître de stage pour le premier et le deuxième stade.

Avant la fin du 15^e mois de la formation, le maître de stage fait parvenir sans tarder au comité d'avis un rapport circonstancié sur le premier et le deuxième stade de la formation. Une copie de ce rapport devra être transmise par le procureur général au ministre de la Justice.

Si nécessaire, le maître de stage fait parvenir de la même manière un rapport complémentaire relatif aux trois derniers mois de stage. »

indienen omtrent het eerste en het tweede stadium van de opleiding. Een afschrift van dit verslag dient door de procureur-generaal te worden overgezonden aan de minister van Justitie.

Voor het einde van de 33ste maand van de opleiding moet de tweede stagemeester onverwijld bij het adviescomité een uitvoerig verslag indienen omtrent het derde stadium van de opleiding. Een afschrift van dit verslag wordt door de eerste voorzitter overgezonden aan de procureur-generaal die het op zijn beurt overzendt aan de minister van Justitie. Indien nodig dient de tweede stagemeester, op dezelfde wijze, een aanvullend verslag over te maken van de laatste drie stagemaanden. »

Art. 10

Artikel 259*quater*, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 3. De stage die onmiddellijk toegang geeft tot het ambt van magistraat van het openbaar ministerie heeft een duur van 18 maanden.

Zij behelst een theoretische opleiding bestaande uit een cyclus van cursussen georganiseerd door de minister van Justitie, na een advies van het Wervingscollege bedoeld in artikel 259*bis*, en een praktische vorming die verloopt in verschillende opeenvolgende stadia:

- van de 1ste tot en met de 12de maand bij het parket van de procureur des Konings en/of van de arbeidsauditeur en/of van de krijgsauditeur; deze periode omvat eveneens een maand in een administratieve dienst van één of meer parketten;

- van de 12de tot en met de 15de maand in een strafinrichting van de Staat, een politiedienst of in een juridische dienst van een openbare, economische of sociale instelling;

- van de 16de tot en met de 18de maand bij het parket van de procureur des Konings en/of van de arbeidsauditeur en/of van de krijgsauditeur.

De gerechtelijke stagiair staat onder de leiding van het comité bedoeld in artikel 259*ter* en van een stagemeester die met zijn opleiding is belast. Vooraf wijst het comité bij ieder parket twee magistraten van het openbaar ministerie aan die de taak van eerste stagemeester voor het eerste en het tweede stadium zullen waarnemen.

Voor het einde van de 15de maand van de opleiding moet de stagemeester onverwijld bij het adviescomité een uitvoerig verslag indienen omtrent het eerste en het tweede stadium van de opleiding. Een afschrift van dit verslag dient door de procureur-generaal overgemaakt te worden aan de minister van Justitie.

Indien nodig dient de stagemeester een aanvullend verslag in op dezelfde wijze, over de laatste drie stagemaanden. »

Art. 11

L'article 259*quater*, § 4, du même Code, est remplacé par la disposition suivante:

« § 4. Avant la fin du 11^e mois, le stagiaire informe le premier maître de stage de son choix relatif à la suite de son stage, en application du § 2 ou du § 3.

Le premier maître de stage en informe le procureur général qui le communique à son tour au ministre de la Justice.

Le stagiaire visé au § 2 ainsi que le stagiaire visé au § 3, reçoit une copie du rapport du stage.

Si les informations contenues dans un ou plusieurs rapports déterminent le comité à rendre un avis défavorable ou à réserver cet avis, le comité charge un ou plusieurs de ses membres d'entendre le stagiaire judiciaire. L'accomplissement de cette formalité est mentionné dans le rapport communiqué au ministre de la Justice.

Le stagiaire peut être licencié pour cause d'inaptitude professionnelle conformément à l'article 259*ter*, § 2, moyennant un préavis de trois mois. Le délai de préavis prend cours à l'expiration du mois civil pendant lequel le préavis est notifié.

Le licenciement est prononcé par le ministre de la Justice, comme prévu à l'article 259*ter*, § 2, quatrième alinéa.

Dans ce cas, il est soumis, pendant la période du préavis, au statut des agents temporaires défini aux articles 8, 16 et 17 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires.

Le comité d'avis décide de l'affectation du stagiaire durant la période du préavis.

A la demande de l'intéressé et pour des motifs légitimes, le ministre de la Justice peut suspendre le stage.

La durée du stage du stagiaire judiciaire qui est nommé immédiatement magistrat à la fin de son stage, est prolongée de plein droit d'un mois.

Le ministre de la Justice peut prolonger la durée du stage au tribunal de une ou deux périodes de six mois, lorsque, à la fin de la troisième année, la nomination du stagiaire ne peut avoir lieu faute de place vacante ou à défaut de candidature de sa part. »

Art. 11

Artikel 259*quater*, § 4, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 4. Voor het einde van de 11de maand brengt de stagiair de eerste stagemeester op de hoogte van zijn keuze omtrent het verder verloop van zijn stage met toepassing van hetzij § 2 of § 3.

De eerste stagemeester deelt dit mede aan de procureur-generaal die het op zijn beurt meedeelt aan de minister van Justitie.

Zowel de stagiair vermeld in § 2 als de stagiair vermeld in § 3 ontvangt een afschrift van het stageverslag.

Indien de inhoud van één of meer verslagen het comité er evenwel toe brengt een ongunstig advies te geven of het advies in beraad te houden, belast het comité één of meer van zijn leden ermee de gerechtelijke stagiair te horen. Van de inachtneming van dit voorschrift wordt melding gemaakt in het aan de minister van Justitie toegezonden verslag.

De stagiair kan wegens professionele ongeschiktheid worden ontslagen overeenkomstig artikel 259*ter*, § 2, met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden. De opzeggingstermijn gaat in na het verstrijken van de kalendermaand waarin de opzegging ter kennis wordt gebracht van de betrokkenen.

Het ontslag wordt door de minister van Justitie uitgesproken als bepaald in artikel 259*ter*, § 2, vierde lid.

In dat geval is de betrokkenen, tijdens de opzeggingsperiode onderworpen aan het statuut van de tijdelijke ambtenaren bedoeld in de artikelen 8, 16 en 17 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel.

Het adviescomité beslist waar de stagiair gedurende de opzeggingsperiode wordt tewerkgesteld.

Op verzoek van de betrokkenen en om gegronde redenen kan de minister van Justitie de stage schorsen.

De duur van de stage van de gerechtelijke stagiair die onmiddellijk na verloop van zijn stage tot magistraat wordt benoemd, wordt van rechtswege met één maand verlengd.

De minister van Justitie kan de duur van de stage in een rechtbank of in een parket met één of twee periodes van zes maanden verlengen, wanneer bij het einde van respectievelijk de 36ste maand of de 18de maand, de benoeming van de stagiair niet kan plaatshebben bij gebrek aan een openstaande plaats. »

Art. 12

L'article 259*quater*, § 5, du même Code, est remplacé par la disposition suivante:

« § 5. Les stagiaires judiciaires nommés conformément au § 1^{er} sont appelés en service en cette qualité après avoir prêté le serment prévu à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Le stage est accompli dans l'arrondissement pour lequel le stagiaire judiciaire qui a réussi le concours d'admission a été désigné, compte tenu de la priorité attachée à son classement.

Le stagiaire n'a pas la qualité de magistrat.

Le stagiaire a, pour la durée du stage au parquet du procureur du Roi, pour la durée du stage au parquet de l'auditeur de travail ou pour la durée du stage au parquet de l'auditeur militaire, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire respectivement du procureur du Roi, de l'auditeur du travail ou de l'auditeur militaire, mais il ne peut en exercer les fonctions que sur commissionnement par le procureur général ou par l'auditeur général.

Après 6 mois de stage, il peut être commissionné par le procureur général ou par l'auditeur général pour exercer en tout ou en partie les fonctions du ministère public pour la seule durée du stage au parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail et/ou de l'auditeur militaire.

Dans le cas du stage prévu au § 2 de cet article, le stagiaire peut être assumé en qualité de greffier, conformément à l'article 329.

Dans le cas du stage prévu au § 2 de cet article, le stagiaire judiciaire assiste le ou les juges composant la chambre du tribunal au sein duquel il est affecté et assiste au délibéré, mais n'exerce aucune suppléance.

Ces mesures sont portées à la connaissance du maître de stage visé au § 2 ou au § 3, ainsi que des chefs de corps respectifs.

Les fonctions de stagiaire sont incompatibles avec toute autre fonction rémunérée. Le ministre de la Justice peut, sur avis du procureur général, autoriser l'intéressé à exercer les fonctions visées à l'article 294, premier alinéa. »

Art. 12

Artikel 259*quater*, § 5, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 5. De gerechtelijke stagiairs, benoemd overeenkomstig § 1 worden in die hoedanigheid in dienst genomen nadat zij de eed hebben afgelegd die omschreven is in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

De stage wordt doorgemaakt in het arrondissement waarvoor de gerechtelijke stagiair, geslaagd voor het vergelijkend toelatingsexamen, werd aangewezen met voorrang volgens zijn rangschikking.

De stagiair heeft niet de hoedanigheid van magistraat.

De stagiair heeft, voor de duur van de stage bij het parket van de procureur des Konings, voor de duur van de stage bij het parket van de arbeidsauditeur of voor de duur van de stage bij het parket van de krijgsauditeur, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier respectievelijk van de procureur des Konings, van de arbeidsauditeur en van de krijgsauditeur, maar mag in deze hoedanigheid niet optreden dan na aanstelling door de procureur-generaal of door de auditeur-generaal.

Na 6 maand stage kan hij door de procureur-generaal of door de auditeur-generaal worden aangesteld om het ambt van het openbaar ministerie geheel of ten dele uit te oefenen, enkel voor de duur van de stage bij het parket van de procureur des Konings en/of van de arbeidsauditeur en/of van de krijgsauditeur.

Ingeval van de stage voorzien in § 2 van dit artikel, kan de stagiair als griffier toegevoegd worden na 15 maanden stage overeenkomstig artikel 329.

Ingeval van de stage voorzien in § 2 van dit artikel, staat de gerechtelijke stagiair de rechter of de rechters bij uit wie de kamer van de rechtkant waarvoor hem dienstaanwijzing is verleend, is samengesteld en woont de beraadslaging bij, maar kan geen rechter vervangen.

Deze aanstellingen worden ter kennis gebracht van de stagemeester, bedoeld in § 2 of § 3, en van de respectieve korpsoversten.

Het ambt van gerechtelijk stagiair is onverenigbaar met iedere andere bezoldigde betrekking. De minister van Justitie kan evenwel op advies van de procureur-generaal of de auditeur-generaal, aan de belanghebbende toestemming verlenen tot het uitoefenen van de ambten bedoeld in artikel 294, eerste lid. »

Art. 13

L'article 259*quater*, § 6, du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« § 6. Le stagiaire judiciaire bénéficie d'un traitement annuel égal à celui d'un fonctionnaire du grade le moins élevé du niveau 1, appartenant au personnel des ministères, payé mensuellement à terme échu.

Il bénéficie des allocations, indemnités et rétributions complémentaires de traitement attribuées au personnel des ministères.

L'article 362 est d'application.

Le traitement est rattaché à l'indice 138.01.

Toute la législation concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf celle relative aux vacances annuelles, est applicable au stagiaire.»

Art. 14

Dans l'article 287 du même Code, les mots « à peine de déchéance » sont insérés entre les mots « adressées » et « par ».

Art. 15

L'article 327, cinquième alinéa, du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Les magistrats délégués conservent leur place sur la liste de rang et continuent à jouir de leur traitement et des augmentations et avantages y afférents, pendant la durée de leur délégation. Néanmoins, lorsque les fonctions qu'ils remplissent par délégation sont des fonctions judiciaires, ils bénéficient des traitements et indemnités attachés à celles-ci, s'ils sont plus élevés.»

Art. 16

L'article 21, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, est remplacé par la disposition suivante:

« Les magistrats en fonction au jour de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, et les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire défini à l'article 259*quater* du Code judiciaire, inséré par l'arti-

Art. 13

Artikel 259*quater*, § 6, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 6. De gerechtelijke stagiair ontvangt een jaarwedde gelijk aan die van een ambtenaar met de laagste graad van niveau 1 behorend tot het personeel der ministeries, maandelijks betaalbaar na vervallen termijn.

Hij geniet de bijslagen, vergoedingen en bijkomende bezoldigingen die aan het personeel der ministeries worden toegekend.

Artikel 362 is van toepassing.

De wedde wordt gekoppeld aan het indexcijfer 138.01.

De gehele wetgeving betreffende de sociale zekerheid van de werknemers, met uitzondering van die betreffende de jaarlijkse vakantie, is op de gerechtelijke stagiair toepasselijk.»

Art. 14

In artikel 287 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « moeten » en « bij » de woorden « op straffe van verval » ingevoegd.

Art. 15

Artikel 327, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« De magistraten aan wie aldus opdracht is gegeven, behouden hun plaats op de ranglijst en blijven hun wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen genieten. Gedurende hun opdracht worden zij geacht hun ambt te hebben uitgeoefend. Is het hun opgedragen ambt evenwel een gerechtelijk ambt, dan ontvangen zij de hieraan verbonden wedde en vergoedingen, indien deze hoger zijn.»

Art. 16

Artikel 21, § 1, eerste lid, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van de magistraten, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De magistraten in dienst op de dag van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet en de magistraten benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet en die om eervolle redenen ontslag hebben gekregen wegens onverenigbaarheid, zijn geacht de gerechtelijke stage bepaald in artikel 259*quater* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd

cle 20 de la présente loi et sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, comme prévu l'article 259bis du même Code. »

Art. 17

L'article 21, § 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 18 juillet 1991, complété par la loi du 6 août 1993, est remplacé par la disposition suivante:

« Les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du même Code. »

Art. 18

Concernant les stagiaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, n'ont pas encore accompli les 18 mois de stage requis, le maître de stage rédige un rapport de stage dans les quinze jours de l'entrée en vigueur de la présente loi. En cas d'avis négatif, le Comité et le ministre agissent conformément aux dispositions de l'article 259ter, § 2, deuxième et troisième alinéas, du Code judiciaire.

bij artikel 20 van deze wet, te hebben vervuld en zijn geacht in het examen inzake beroepsbekwaamheid, zoals bepaald in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek, geslaagd te zijn. »

Art. 17

Artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991, zoals toegevoegd door de wet van 6 augustus 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De plaatsvervangende rechters benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet en de plaatsvervangende rechters benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet, die om eervolle reden wegens onverenigbaarheid ontslag hebben gekregen, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek. »

Art. 18

Over de stagiairs die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet nog geen 18 maanden stage hebben doorgemaakt, stelt de stagemeester daartoe binnen 15 dagen na de inwerkingtreding van deze wet een uitgebreid stageverslag aan het adviescomité op. Ingeval van negatief advies wordt door het Comité en de minister gehandeld overeenkomstig hetgeen bepaald is in artikel 259ter, § 2, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Frederik ERDMAN.
Roger LALLEMAND.
Hugo VANDENBERGHE.
Pierrette CAHAY-ANDRE.
Alex ARTS.
Andrée DELCOURT-PETRE.